

# Euskal Herritik

Du Pays basque vers le monde

# MUNDURA

ASIE  
AMÉRIQUE  
AFRIQUE  
EUROPE  
NAZIOARTEA  
mundua

INTERNATIONALISME  
OCÉANIE



# *Euskal Herritik mundura* une revue numérique pour construire des ponts et effacer les frontières

Chers collègues :

Vous venez juste de recevoir le premier numéro de «Euskal Herritik Mundura!». Le nom de cette revue numérique veut dire en basque, la langue du peuple basque, «Du Pays basque vers le monde!». Et c'est précisément dans ce but qu'elle est née : pour informer régulièrement toutes les organisations syndicales amies de LAB de la réalité syndicale, sociale et politique du Pays basque. Nous vous invitons à diffuser cette publication au maximum et à y collaborer dans la mesure du possible.

Il s'agit d'une revue numérique que le syndicat rédigera deux fois par an et qu'il enverra à toutes les organisations et personnes ayant un rapport avec le syndicat et à ceux qui manifesteront un intérêt à mieux connaître et à avoir de l'information de toute première main sur la réalité que l'on vit au Pays basque, à Euskal Herria. Nous avons donc inclus dans ce numéro un article sur la situation d'infraction des droits civils et politiques que l'on endure aujourd'hui au Pays basque et une autre rubrique qui explique comment LAB a développé durant les derniers mois une campagne contre la crise capitaliste qui a des répercussions néfastes sur la classe ouvrière basque.

Il est cependant nécessaire de souligner que cette revue n'abordera pas uniquement des sujets concernant LAB et le Pays basque, on pourra y trouver aussi des sujets internationaux, car à LAB nous estimons que l'internationalisme prolétaire représente le futur de la classe ouvrière mondiale. Par conséquent, cette revue veille aussi bien à reprendre les révoltes de la classe ouvrière du monde entier, qu'à témoigner des révoltes d'autres peuples en quête de liberté. Vous pourrez voir que dans ce premier numéro nous faisons, allusion aux luttes héroïques des peuples, tels que la Palestine, Cuba ou le Venezuela, ou à la bataille exemplaire menée par les travailleurs de la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe contre l'abandon du Gouvernement français de Sarkozy.

Ce numéro s'ouvre avec la bienvenue d'Ainhoa Etxaide, la nouvelle secrétaire générale de LAB, qui fut élue à l'occasion du congrès du mois de mai 2008 à Bilbao où participèrent de nombreuses organisations syndicales qui, elles aussi, recevront cette revue.

Nous voulons profiter de l'occasion pour vous remercier de votre amitié révolutionnaire et du fait que vous vous battez, auprès de LAB, pour avoir un monde plus juste au sein de la Fédération Syndicale Mondiale, de votre terre et de votre peuple. La liberté de la classe ouvrière et des peuples du monde entier en vaut la peine et cela justifie largement notre lutte. Nous y parviendrons tous ensemble.

Vive la classe ouvrière unie!  
Jusqu'à la victoire, toujours !

# Face à la crise du capitalisme, la lutte représente plus que jamais notre chemin

«Lutter pour la pleine souveraineté politique et économique de notre peuple pour atteindre une Euskal Herria bâtie sur la justice sociale, et pouvoir ainsi faire un apport réel et effectif à l'échelle internationale qui repose sur la solidarité et un travail en commun avec le reste des peuples qui recherchent un autre monde. La création de ce nouveau monde est non seulement possible mais aussi nécessaire.»

Nous résumons ainsi la lutte de LAB, un syndicat indépendantiste basque qui, loin d'avoir l'intention d'assumer que la lutte des classes est anachronique et fut surmontée au XIXe siècle, mise sur son approfondissement comme la seule manière d'obtenir des changements politiques et sociaux qu'exigent les travailleurs.

Il n'y a pas d'autre alternative possible pour l'éradication de l'exploitation de la majorité sociale ouvrière dans le système capitaliste. Nous ne demandons pas des améliorations, nous exigeons nos droits. Des droits qui nous appartiennent en tant que peuples et travailleurs; des droits que nous avons obtenus à plusieurs reprises mais qui ont été neutralisés par et pour le capital. Des droits qui ne seront reconnus et assurés qu'à travers des modèles économiques et sociaux qui diffèrent, en ce qui concerne la structure, de ceux imposés actuellement par les institutions capitalistes.

On veut nous imposer plus de capitalisme comme issue à la situation de crise qu'ils ont créée, qu'ils gèrent et qu'ils résoudront de manière à continuer à en tirer profit. Il s'agit de la bonne vieille recette des capitalistes, mais la réponse que nous donnons, nous, la classe ouvrière, est aussi bien connue : l'organisation et la lutte bâties sur la base du syndicalisme pour améliorer nos positions de classe.

C'est une période difficile pour la classe ouvrière mais aussi pour nous, les syndicats, qui pensons que les travailleurs sont la base du changement. C'est cependant une période qu'il faut aborder avec ambition et courage. Le syndicalisme de classe qui vise la confrontation avec le capitalisme détient l'alternative que la majorité sociale ouvrière réclame.

Pour pouvoir partager avec vous ce type de réflexions, LAB a commencé à éditer «Euskal Herritik mundura! (Du Pays basque vers le monde !)», une revue numérique que nous publieront deux fois par an et qui sera délivrée à toutes les organisations syndicales amies, en espagnol, en anglais et en français. Notre objectif est de vous informer périodiquement sur les principaux faits liés à la réalité syndicale, économique et sociale de notre peuple, ainsi que de vous présenter le travail que nous effectuons quotidiennement au niveau international, car pour nous l'internationalisme prolétaire est bien plus qu'un simple mot, c'est un aspect que l'on doit travailler tous les jours.



# «APARTHEID» au Pays basque

Imanol Chaparro (délégué de LAB dans l'entreprise «Lantegi Batuak»)

---

Le Pays basque (Eukal Herria en basque, notre langue) subit un conflit politique depuis des siècles et dont la dernière phase dure depuis plus de 50 ans. Le Pays basque est un peuple qui a souffert les conséquences de la dictature franquiste et qui, de nos jours, est toujours opprimé par les États espagnol et français. Des États qui, sous des masques de démocrates, n'ont cessé d'emprisonner des citoyens basques. Il a même été reconnu par des organismes internationaux que l'État espagnol inflige toujours la torture.

Le Gouvernement espagnol et les partis politiques majoritaires parlent de «démocratie», «liberté», etc. mais en même temps ils interdisent des partis politiques (Batasuna, Action Nationaliste Basque, Parti communiste des terres basques, Demokrazia 3 Milioi, Askatasuna), ils emprisonnent leurs dirigeants et violent les droits civils et politiques fondamentaux de milliers de citoyens basques en les privant du droit de voter pour des partis politiques indépendantistes de gauche. Cela a récemment eu lieu lors des élections du 1er mars du Parlement de la Communauté Autonome Basque. Celui-ci n'est que le dernier exemple.

De même, pendant les dernières années, de nombreuses organisations de jeunes (Segi, Jarrai, Haika..) et des organisations de défense des droits des prisonniers politiques basques (sociétés de gestion) ont été interdites, et différents types de médias, tels que les journaux «Egin» et «Euskaldunon Egunkaria» et la revue «Ardi Beltza», ont été fermés à cause de leur profil éditorial. En définitive, nous assistons, en plein coeur de l'Union Européenne, à une situation d'«APARTHEID» politique contre tout un peuple où les moindres garanties juridiques sont transgressées.

Actuellement, nous comptons près de 800 prisonniers politiques basques de gauche et indépendantistes répartis dans 52 prisons dans l'État espagnol et dans 33 prisons de l'État français. La plupart d'entre eux se trouvent à plus de 500 kilomètres du Pays basque. Une distance que leurs proches doivent parcourir pour pouvoir leur rendre visite. Cela provoque de nombreux accidents de la route, dus à la fatigue ou aux mauvaises conditions de la route. Environ une vingtaine de personnes sont décédées lors de ces trajets. De plus, il y a près de 3000 réfugiés pour des raisons politiques.

Il est nécessaire de mettre fin au conflit politique qui oppose le Pays basque aux États espagnol et français et à la souffrance engendrée chez tous les agents impliqués. Pour cela, il faut respecter la décision que l'ensemble des citoyens basques prendra librement.

Nous sommes trois millions de personnes dans la société basque et nous devons tous (y compris les États espagnol et français) décider, librement et sans contraintes, de l'avenir de notre peuple et respecter la décision du peuple basque. c'est le chemin que nous devons prendre pour parvenir à une paix juste et durable et pour mettre fin à la situation d'«apartheid» politique que l'on vit chez nous.

# "LAPURRAK": VOLEURS !

Sonia González (secrétaire de communication de LAB)

Le mot-clef de notre campagne menée à Euskal Herria (Pays basque) ces derniers mois était «Lapurrak» qui veut dire en basque, notre langue, "voleurs". Durant celle-ci nous avons revendiqué, dans la rue et dans les centres de travail, que c'est «à eux de payer leur crise» et non la classe ouvrière. Cette campagne de sensibilisation et de dénonciation a été un succès dans les rues d'Euskal Herria. Les gens avaient besoin d'information et de voir qu'il y avait une mobilisation contre cette escroquerie. La sensibilisation et la dénonciation ne sont cependant pas suffisantes et les campagnes de communication n'ont un effet que si elles sont accompagnées d'une lutte dans la rue et dans les entreprises. La propagande médiatique n'a jamais représenté l'objectif final de LAB, nous l'avons toujours considérée un outil permettant d'activer la lutte de la classe ouvrière.

Nous ne sommes ni face à une crise financière, ni immobilière, ni une crise purement économique et les coupables de «ce désastre» ne sont pas quatre banquiers américains, même si c'est le message que les médias essaient de nous faire croire tous les jours. Cette crise du capitalisme déstabilise les bases de tout le système. Depuis que la situation et leurs bénéfices ont commencé à mal tourner (bien évidemment, nous, travailleurs, nous sommes en crise depuis longtemps), les institutions basques nous répètent sans cesse que nous devons tous nous serrer la ceinture. Il est évident que quand ils disent "tous", ils ne font pas allusion aux représentants politiques mais aux classes populaires; ils ne font pas allusion au patronat mais à la classe ouvrière; ils ne font pas allusion au secteur bancaire mais aux personnes étouffées par les crédits. Nous répondons à tout cela que c'est précisément eux qui méritent de serrer leur ceinture.

Au cours des quinze dernières années, les entreprises basques ont annoncé haut et fort leurs énormes bénéfices (ayant augmenté de 73% en moyenne) alors que nous, classes ouvrières, avons vu comment nos salaires

baissaient (moins 4%), comment les embauches chutaient et comment les conditions de travail devenaient de plus en plus instables et précaires. Cela ne s'est pas mal passé pour les banques non plus. Nous avons l'exemple du BBVA, une banque d'origine basque, qui est très tristement reconnue dans le continent américain.

Au Pays Basque, aussi bien qu'aux États-Unis et qu'en Europe -les différentes administrations française et espagnole (aussi bien en Navarre que dans les trois provinces basques)- et les divers gouvernements à l'idéologie néolibérale viennent, véloces, secourir les entreprises, sauver la banque et adopter sans perdre de temps leurs "mesures anticrise". Ces dernières ne reposent que sur la réduction des impôts du patronat et surtout ceux du capital; sur la subvention accordée aux entreprises ou sur le fait de leur commander la construction de grandes infrastructures avec de l'argent public. Il s'agit en plus d'infrastructures dont nous n'avons pas besoin, telles que le train à grande vitesse qui porte préjudice au capital environnemental et agraire de notre peuple. Elles consistent aussi à injecter de l'argent public aux banques privées et, bien évidemment, à réduire les dépenses sociales. Et sans manquer de toupet, ils essaient de nous faire croire que nous tirerons de tout cela le meilleur parti. Nous déclarons coupable de ce vol, à grande échelle et sans égal, la triade formée par les représentants politiques, les entrepreneurs et les banquiers.

Les licenciements ainsi que les chantages exercés sur la classe ouvrière endettée par les crédits hypothécaires sont incessants. Derrière cette crise se cache une offensive du patronat pour préserver leurs bénéfices. Ils vont tenter de corrompre encore plus les rapports au travail, de rendre les licenciements encore plus économiques, d'augmenter la flexibilité, de baisser les salaires et de jouer avec les allocations de chômage et avec les retraites.

À LAB, nous savons que le changement intégral du modèle économique, social et politique est la seule manière possible de retourner cette situation. Il existe à Euskal Herria et dans le monde entier une quantité de richesse suffisante pour assurer le bien-être de l'ensemble des citoyens. Pour cela, il est indispensable de répartir cette richesse de façon juste, de planifier l'économie pour servir les personnes et non l'inverse, de relancer les investissements dans les services publics qui soutiennent notre droit à l'éducation, à la santé, à la protection sociale, au logement, etc. Pour tout cela, il est bien entendu nécessaire que le Pays Basque et que tous les peuples du monde entier aient le droit de choisir un modèle économique, social et politique ayant des bases socialistes.

# C'est à eux de payer LEUR CRISE

Gaizka Rial (délégué de LAB à Z. Electromecánicas ARA)

---

Le bilan du capitalisme : Un milliard de personnes souffrent de la faim et 1% des plus riches possède 35% de la richesse mondiale. En 1971, la production de biens réels représentait 90% de l'économie et le 10% restant était spéculatif, alors qu'aujourd'hui plus de 95% des biens est spéculatif et moins du 5% des investissements sont consacrés à la production et aux services. Un mode de vie insupportable.

Depuis la crise du pétrole en 73, sont survenues celle du Mexique en 94, celle d'Asie en 97, celle de Russie en 98, celle du Brésil en 99, celle de la Turquie en 2000 et celle de l'Argentine en 2001

6 La situation politique, économique et sociale internationale est confuse à cause des contradictions qui existent entre les classes. En ce qui a trait à la crise, la classe ouvrière souffre une situation de crise permanente qui s'est aggravée depuis l'implantation du néolibéralisme dans les années 80. Que ce soit en période de «prospérité économique» ou de «ralentissement économique», la crise a toujours été présente chez la classe ouvrière sous toutes ses formes : répartition du revenu, conditions de travail, couverture sociale, privatisations, etc. Toutes les ressources sont retombées entre les mains des plus riches.

À l'heure actuelle, trois crises de grande envergure coïncident (la crise financière, la crise des matières premières et la crise alimentaire) avec leurs convictions idéologiques résultantes, ainsi qu'une quatrième, plus grave, qui correspond à la crise d'alternatives à gauche.

Les marchés financiers constituent le moteur de la mondialisation.

La politique d'exaltation de la consommation et la spéculation générale que le capital financier a déployées ont provoqué cette crise qui a d'abord démarré aux États-Unis après avoir accordé des crédits hypothécaires à des personnes insolvables (en offrant une vie à crédit au lieu d'un salaire approprié), puis s'est ensuite propagée, sous forme de crise financière, dans le monde entier.

Cette crise est le fruit d'une voracité insatiable du capital, elle trouve son origine dans la déréglementation et le manque de contrôle des marchés basés sur des mouvements de capitaux de la part des entités publiques, la spéculation, l'impunité des paradis fiscaux et l'absence d'impôts justes. En définitive, la crise résulte de la pratique qui consiste à voler le plus possible dans un minimum de temps. En deux mots, il s'agit de l'essence même du capitalisme.

Ils ont leur propre projet : la restructuration financière avec l'aide de l'État, et cela sur le dos des contribuables. Leur unique intention est de redresser ce même système.

Le capitalisme nous présente ainsi sa façon de comprendre la démocratie. L'argent public sert à financer les banques privées pour récupérer les pertes enregistrées en bourse (comparables à celles d'un casino). Le financement du capitalisme montre son côté le plus cruel.

Le fait que l'on subvienne totalement aux frais de l'opération avec de l'argent public entraîne l'augmentation de la dette publique et la réduction des revenus de l'État, tandis que ses dépenses destinées à rembourser la dette, à réduire les dépenses sociales, à la privation d'emploi, à la réduction du pouvoir d'achat augmenteront. Cela veut dire qu'il faut payer la facture de ce désastre avec plus de travail, plus de pénuries, plus d'esclavage au travail, en appliquant des mesures de plus en plus libérales et en imposant le fondamentalisme du marché et l'augmentation des impôts indirects.

Au moment où l'économie mondiale s'effondre : La fortune des riches s'élève. Les bénéfices des entrepreneurs ont augmenté de 73% et la banque enregistre des bénéfices scandaleux. Le Gouvernement basque offre aux entrepreneurs plus de 12 800 millions d'euros.

Ce vol effronté représente une attaque contre la classe ouvrière.

L'intention du capitalisme, des gouvernements des États-Unis et du monde entier est de «socialiser les pertes» : faire en sorte que les travailleurs paient la catastrophe créée par le capitalisme.

De même, la crise financière représente un alibi pour l'économie capitaliste réelle pour continuer à réduire les droits de travail et sociaux. Voilà une autre façon de rendre cette catastrophe rentable : à travers la peur.

Le terrorisme financier, un crime organisé par les responsables :

- Les organisations et les institutions politiques, car elles ont créé, diffusé et du renforcé la stratégie des multinationales sans remettre en question le taux de croissance économique et sa distribution. Parce qu'elles favorisent

les infrastructures inutilisables au profit des entrepreneurs.

- Les banquiers et les entrepreneurs qui manipulent les valeurs et nous mènent à une fraude financière en sachant que, quoi qu'ils fassent, ils recevront, le cas échéant, de l'argent public et continueront à voler des milliards d'euros à travers cette escroquerie appelée mondialisation.

- Les médias qui, dans leur rôle de propagande, pérennisent le capitalisme.

- Le syndicalisme basé sur les subventions qui les aide à gérer la crise.

- Ceux qui nous entraînent dans des guerres, des frais militaires et de surveillance astronomiques pour un contrôle social.

Ils nous invitent tous à donner un coup de main; D'après eux, l'adoption de mesures antisociales est la solution pour sortir de la crise. Ils répètent constamment : «Ne vous inquiétez pas, nous avons les moyens pour nous tirer de ce pétrin passager». Ils nous apprennent à penser en tant que propriétaires et consommateurs et non en tant que travailleurs.

D'un air soucieux, ils trompent sans cesse la population pour qu'elle agisse comme des nigauds mis au service de leurs «marchés».

Ils défendent tous des politiques ultralibérales et visent la réduction des impôts au profit exclusif des riches. Ils cherchent à perpétuer ce système basé sur l'injustice.

Ce ne sont pas des erreurs qu'ils vont corriger. L'argent ne s'évapore pas, il circule de mains en mains des voleurs. Personne ne les pénalise. On les récompense avec plus d'argent.

Les réformes proposées ne font qu'aggraver le problème. La toute première raison est que les banques se servent de cette liquidité pour continuer à faire ce qui leur convient : spéculer.

En revanche, il n'y a pas d'argent disponible pour les allocations, pour les retraites, etc.

Qu'en est-il de notre crise ? En quoi peut le capitalisme bénéficier à la classe ouvrière ?

On ne peut que constater une situation dont les segments sont de plus en plus importants pour une classe ouvrière qui se trouve plongée dans la précarité. Cette dernière touche durement les jeunes, les femmes et la population immigrante. Les conséquences sont des salaires misérables, des conditions de travail indignes et le chômage.

Il faut changer le modèle économique, social et politique, discuter et se mobiliser dans tous les secteurs. Le moment est venu d'organiser la haine, de les empêcher de réorganiser le capitalisme, de les obliger à payer leur crise, de développer une théorie et une pratique démocratique où le développement ne se traduise que par un progrès social et un respect à la souveraineté des peuples.

Une pratique démocratique à l'orientation socialiste.

zuek bai merezi ondo estutzea

# LAPURRAK

 <p><b>M. Sanz</b>, Nafarroako FE ko Presidentea "Hay que ser solidarios y no pedir subsidios salariales" Gu "solidarioak" izan behar, honek 400 euroko afarietan gastatzeko.</p>	 <p><b>J. Ibarretxe</b>, E.A.E. ko lehendakaria "Las instituciones dedican 1000 millones de euros a servicios sociales" Bai eta enpresaileen ekonomia "azkartzeko" 12.805 milioi euro.</p>	 <p><b>PATRONALA</b> "Las empresas han hecho los deberes durante los últimos 15 años." Euren etekinak %73 hazi dira eta langileen soldatak %4 jaitsi. Mauka ederral</p>	 <p><b>BANKEROAK</b> "Toda época de crisis es también momento de oportunidades" Urterik urte %20 egon dira irabazten batzaz beste eta oraindik jarraitzen dute poltsikoak barra-barra betetzen.</p>
--	---	--	--

langileok aldaketa! **LAB**

# LE 1ER AVRIL :

La classe ouvrière a assisté à la journée convoquée par la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) au Pays basque

LAB a effectué des mobilisations dans toutes les entreprises et zones du Pays basque et a distribué des brochures d'information dans tous les centres de travail.

VIVEMENT L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LE MONDE ENTIER !

Le 1er avril a eu lieu une mobilisation internationale des travailleurs et des forces progressistes du monde entier organisée par la FSM, pour exiger que la crise soit payée par ceux qui en sont responsables et non par les travailleurs ni les peuples victimes du néolibéralisme, et à laquelle a adhéré LAB.

- La classe ouvrière et les peuples victimes des politiques qui enfrennent les droits du travail exigent des changements: la création, le renforcement et le soutien des politiques économiques et sociales comme alternatives au capitalisme et à son modèle néolibéral de mondialisation.

- Seul l'action unitaire des travailleurs et les forces progressistes basé sur les principes de classe pourront faire disparaître l'exploitation et la précarisation au travail.

- Pour un meilleur partage de la richesse et de meilleurs salaires.

- Contre le travail des enfants.

- Non aux licenciement de travailleurs, oui à la défense des droits sociaux et du travail.

- Réduction de la journée de travail sans une diminution des salaires. Pour la consolidation des syndicats.

- Non à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes travailleuses, des jeunes, des immigrants etc.; oui à l'égalité professionnelle.

- Nationalisation de la banque et des secteurs stratégiques, tels que l'énergie, la souveraineté alimentaire sous le contrôle social.

- Interruption immédiate des guerres, cessation des fonds destinés à l'OTAN et aux armes militaires; investissement de ces budgets dans le secteur de production pour créer de l'emploi et pour le développement des peuples.

- Non aux répressions et aux assassinats de dirigeants syndicaux et des personnes engagées dans les luttes sociales.

- Oui au retrait immédiat et sans conditions des forces militaires d'Irak, de Palestine et d'autres territoires arabes comme Afghanistan.

- Oui au respect absolu de la souveraineté et au droit de décision des peuples.

8



# RÉGRESSION

## d'un siècle en Europe

Igor Urrutikoetxea (LABeko Nazioarteko Harremanetarako idazkaria)

Le 17 décembre, le Parlement européen a finalement rejeté la directive qui visait à établir une semaine de travail de 65 heures maximum. Le 9 juin 2008, les ministres de l'emploi de l'Union Européenne ont voté pour cette proposition de directive qui n'a reçu aucune voie contre; ce qui a encore une fois confirmé que les gouvernants de l'Union Européenne soutiennent, sans honte, les politiques ultralibérales.

L'État français a voté pour la directive et l'État espagnol s'est abstenu. En définitive, aucun des deux n'a voté contre.

Bien que celle-ci n'ait finalement pas été adoptée, nous, travailleurs, ne pouvons toujours pas crier victoire car certains des gouvernement qui l'ont soutenu ont déclaré qu'ils continueront jusqu'à ce qu'ils arrivent à l'imposer. Cette fois-ci ils n'ont pas réussi mais il peut y avoir plus de tentatives.

- Quelles seraient les conséquences de cette directive ?

1.- Son adoption entraînerait la régression d'un siècle. La classe ouvrière a lutté sans répit pour obtenir la journée de travail de huit heures, ce qui, entre autres, a permis d'établir la semaine de 48 heures en 1917 par l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

2.- La négociation collective serait complètement hors de contrôle. La proposition de cette directive prévoit d'augmenter la journée définie dans les conventions et pactes collectifs en ayant recours à la voie des accords individuels entre entrepreneurs et travailleurs.

3.- Le chômage augmenterait parce qu'il n'y aurait plus besoin que d'une personne pour le travail d'un jour; un travail exécuté aujourd'hui par deux travailleurs.

4.- La semaine de 65 heures toucherait surtout les travailleurs qui se trouvent dans des conditions de travail précaires. Bien que la directive établisse que les accords doivent être signés «en toute liberté», il est effectivement prévisible que de nombreux entrepreneurs feront appel au chantage et aux menaces pour que les travailleurs acceptent cette journée de travail abusive : «soit vous acceptez l'augmentation des heures de travail, soit on ne renouvelle pas votre contrat ou vous serez renvoyé», celle-ci est une des phrases qui sera

habituellement prononcée pour faire pression sur ceux qui connaissent une situation précaire.

5.- Les accidents de travail se multiplieraient. Le fait de légaliser la journée de travail de 10 ou 12 heures par jour entraînera un excès de fatigue physique chez les travailleurs, et il est bien connu que la fatigue est une des principales causes des accidents au travail.

6.- La conciliation de la vie professionnelle et de la vie de famille s'avérerait impossible et cela impliquerait que de nombreuses personnes (surtout les femmes) quittent leur poste de travail.

L'imposition de la semaine de 65 heures représenterait un autre pas en avant dans le projet de «l'Europe du Capital». Nous avons d'autres exemples similaires : la «directive de régression» qui porte atteinte contre les droits civils et politiques des personnes immigrantes (adoptée au mois de juin), les jugements prononcés par la Cour de Justice européenne qui favorisent le dumping social et, par conséquent, la mise en application de la Directive Bolkenstein; la «directive Bologne» dont l'objectif final est de privatiser l'enseignement ou de repousser l'âge de la retraite ou de réduire les allocations.

Il s'agit une fois de plus d'une règle que, sous prétexte qu'elle soit définitivement adoptée, nous sera imposée aux travailleurs basques sans nous avoir demandé notre avis préalablement et sans que l'Union Européenne n'ait pu nous écouter. Cela prouve que la seule façon de pouvoir disposer d'un pouvoir de décision propre est à travers la pleine souveraineté en tant que peuple.

Tout cela appartient à un contexte où les classes gouvernantes et le patronat essaient de s'abriter derrière la crise actuelle du capitalisme afin de justifier ces mesures régressives au niveau des conditions de travail, des conditions économiques et sociales de la classe ouvrière basque et européenne.

Le syndicat LAB, veut exprimer son plus sincère mépris à l'égard de cette Directive. De plus, nous croyons qu'il est temps de bouger et de pousser l'Europe à une grande mobilisation contre des mesures régressives et réactionnaires que la droite et le capital transnational adoptent en ce moment là où l'on souffre des conséquences de la crise capitaliste mondiale. Bien évidemment le Pays Basque se mobilisera aussi. Dans ce but, la majorité syndicale basque a convoqué une grève générale le 21 mai à Euskal Herria.

# La centralité PALESTINIENNE

Txente Rekondo (délégué de LAB-Irakaskuntza. membre de GAIN)

La Palestine est devenue, faussement dit, une victime collatérale sur cette complexe scène internationale. La politique de Washington dans la région, en harmonie avec les gouvernants sionistes d'Israël, la passivité des gouvernements européens, la collaboration auprès de ces derniers d'une immense partie des régimes voisins, ont permis que la cruelle situation du peuple palestinien soit utilisée à leur avantage.

Outre les événements qui ont une répercussion médiatique poctuelle, comme le récent massacre à Gaza de la part de l'armée israélienne, la réalité du peuple palestinien apparaît normalement en arrière plan, du moins dans les

médias occidentaux et, par ricochet, dans une grande partie de nos sociétés. Cependant, la réalité peut être bien différente, et la Palestine représente toujours le point de mire dans la plupart des conflits qui ravagent cette partie de la planète.

La photographie de la situation actuelle en Palestine ressemble à un puzzle complexe, avec de nombreux jetons (acteurs) et la résolution irrévocable du peuple palestinien de décider de ce qu'ils veulent être.

**La réalité politique et sociale de la Palestine s'est transformée au cours de ces dernières années.** L'organisation qui pendant des années a maintenu le drapeau de la résistance palestinienne, Al Fatah et l'Autorité nationale palestinienne vont droit au précipice.

Dans ce sens, les douze années dans le gouvernement de l'Autorité palestinienne, contrôlée par Al Fatah, n'ont entraîné nulle amélioration au niveau de l'éducation, de l'économie, de la santé et le progrès pour la plupart des palestiniens, mais elles ont pourtant servi à engraisser les comptes courants et les entreprises de ce réseau d'opportunistes et d'«administrateurs».

Il s'agit surtout d'une minorité qui, avec le soutien d'acteurs étrangers (L'Union Européenne, les États-Unis, l'Israël, l'Égypte, la Jordanie), chercherait à conserver ses privilèges et son status aux dépens de la souffrance accrue de la majorité de la population palestinienne.

Cela fait longtemps qu'en Palestine on demande à grands cris une politique unitaire qui protège les droits de la population palestinienne et qui mette en oeuvre une politique qui vise la matérialisation d'un État palestinien.

**En plus des contradictions internes, le peuple palestinien se retrouve nez à nez avec Israël,** un État qui représente la matérialisation de l'apartheid et dont les politiques de base sont manifestement racistes et antidémocratiques, sans oublier les rapports étroits de son essence avec les critères religieux. Exclusion, colonisation, lavage ethnique et inégalité sont des termes qui permettent de décrire une grande partie de la nature de cet État créé il y a plusieurs décennies.

On ne peut pas négliger non plus la **responsabilité que beaucoup de gouvernements européens** ont à l'égard de ce sujet. Les lectures occidentales nous révèlent leur alignement sur la politique israélienne : Leur soutien à la création de cet État sur le territoire palestinien dans l'intention de soulager leur conscience au sujet de l'holocauste, leur prédisposition à faire la sourde oreille à propos du génocide israélien contre la Palestine, et sans oublier les leçons de démocratie *sui generis* qu'ils nous donnent

10



dans la zone, en rejetant la victoire électorale du Hamas et en provoquant des saisies et des privations contre les représentants élus par le peuple.

Dans ce contexte, il faut souligner le **double usage partisan que des régimes arabes ont, à certaines occasions, développé en collaboration avec les politiques qui émanent de Washington**. Il existe dans le monde arabe une dissociation claire entre les dirigeants et les gouvernements et la majorité de la population de ces États. Alors que les politiques officielles impliquent normalement un nombre important de déclarations publiques en faveur des demandes palestiniennes, la pratique de tous les jours nous révèle que ces gouvernements travaillent à peine pour que le futur de la Palestine repose sur les souhaits du peuple. Ces dirigeants sont même inquiets de voir que le dynamisme palestinien peut finalement frapper leurs pays et favoriser des mouvements de changement que l'on développe depuis des années dans leurs respectives sociétés civiles.

**La solidarité dont a fait preuve la population arabe et musulmane** envers la cause palestinienne va à l'encontre des idées défendues par ses dirigeants. Le soutien est manifeste dans tous les pays de la région : l'esprit ouvert en Jordanie, le sourire complice dans les villages du sud du Liban où jeunes et moins jeunes se réunissent sur une place de Téhéran pour lancer des pierres contre ce qui représente l'occupation sioniste de Palestine.

Aujourd'hui en Palestine, se succèdent aussi des situations qui sont, d'une certaine façon, directement reliées aux réalités d'autres pays de la zone. La situation de milliers de réfugiés, Jérusalem, le mur, le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles sont certains des sujets qui bouleversent directement les

intérêts de différents acteurs et qui sont clefs pour tenter de mettre en marche un processus de paix.

### UNE SOCIÉTÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Les terribles conséquences socio-économiques des politiques répressives de Tel-Aviv échappent normalement à la majorité des médias. La fermeture des frontières a entraîné le démantèlement de la plupart du tissu industriel de Gaza qui s'est vue dans l'obligation de fermer ou qui a été détruit par les bombes sionistes. De plus, les mesures israéliennes, avec le soutien et la collaboration d'Occident, ont rendu impossible l'exportation normale des produits palestiniens.

Des mesures comme la saisie ont fait que, à cause de l'absence de matériaux et d'équipements destinés à l'éducation ou à la santé, il soit impossible de rendre des services de base et que le chômage augmente dans ces secteurs.

La mise à l'écart de Palestine, la militarisation de la société (barrières, check points, bombardements) et le mur de la honte font partie de la politique israélienne et ses conséquences sont manifestes. Des difficultés pour effectuer un travail dans des conditions normales, un manque réel d'assistance apportée à la population, l'augmentation du chômage, l'absence des droits du travail pour les travailleurs palestiniens qui se rendent en Israël à la recherche d'un emploi, le fait d'embaucher de la main d'oeuvre non juive provenant de pays tiers pour ne plus embaucher des palestiniens en Israël. Voilà certains des aspects qui ne sont pas signalés par les médias occidentaux.

Il y a quelques semaines, une immense partie de la société occidentale a défilé dans les rues pour se

manifeste contre les massacres d'Israël à Gaza, mais en ce moment il faut gagner du terrain en termes de solidarité et une bonne occasion résidera dans la campagne du boycott contre Israël.

**La protestation des citoyens à travers le BOYCOTT représente une façon efficace de faire pression sur Israël.** La violation des principes légaux (les résolutions des Nations Unies) et des droits de l'homme justifie le boycott. Le boycott contre l'apartheid sud-africain a été lancé par des personnes et des groupes indépendants. Il s'est développé lentement et il est finalement devenu un boycott total : économique, sportif, culturel, académique et touristique. L'Afrique du Sud a dû changer. Israël peut suivre le même chemin.

Au-delà des preuves de soutien manifestes, la Palestine poursuit son offensive qui se développe depuis des décennies à Israël qui avec le soutien des États-Unis à pour but d'éviter que le peuple palestinien puisse décider de son avenir en toute liberté. Si la lutte de ce peuple résiste, si les mouvements de soutien des peuples voisins se généralisent et si les tacticiens sensés de Washington et leurs alliés ne comprennent pas cette réalité, alors la région peut se révéler et transformer la poudrière d'Orient en un terrible cauchemar.

La société palestinienne est un agent vivant et dynamique qui, malgré son image difforme que l'on nous présente délibérément, avance dans son intention d'exercer son droit à l'autodétermination et à la construction de l'État palestinien. Tout cela prouve que la Palestine bien qu'elle reste dans l'esprit de nombreuses personnes, elle représente aussi le foyer du noeud politique qui renferme toute cette zone. Nous ne devons surtout pas oublier que la Palestine deviendra ce que le peuple palestinien voudra être.



# Des peuples en lutte contre tout type d'exploitation

14

Cela fait cinq semaines que des milliers de guadeloupéens sont sortis se manifester contre la "pwofitasyon" dont ils sont victimes, à cause aussi bien du système colonial en vigueur en Guadeloupe, que des pouvoirs accordés au patronat et qu'à la lâcheté et soumission des représentants politiques.

Des travailleurs, des jeunes, des retraités luttent en faveur d'une Guadeloupe plus juste

Amaia Fontang (LAB - Iparralde)

Le Collectif en lutte contre l'exploitation excessive, LKP, réunit 48 organisations sur une plate-forme commune qui regroupe 146 revendications. Son porte-parole est le secrétaire de l'UGT (Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe), le syndicat de salariés le plus important sur l'île (52% des voix aux élections du dernier conseil de prud'hommes).

Ce conflit favorise, parmi d'autres aspects, la lutte contre la cherté de la vie, en faveur de la diminution des prix du carburant et de l'augmentation immédiate 200 euros des salaires les plus bas, etc. Le LKP est le front qui regroupe toutes les organisations syndicales représentatives et la majorité des forces politiques et associatives identitaires de l'île : cette grande mobilisation culturelle et sociale oblige le patronat et ses organisations, les autorités territoriales et l'État à faire face à tout un peuple uni.

Le LIYANNNAJ KONT PWOFITASYON (LKP) a su être la voix de ceux qui n'en avaient pas et leur fournir une certaine dimension.

Aujourd'hui, malgré les milliers de manifestants, malgré les longues heures de négociations, après l'assassinat du militant syndicaliste de CGTG et militant culturel, Jacques BINO, le gouvernement français et les chefs du patronat de la Guadeloupe refusent toujours de répondre aux revendications et aspirations justes du peuple. Le président N. SARKOZY a préféré cacher toutes ces revendications sous une formule magique "Assemblée unique, évolution statutaire".

Pour mettre fin à ce conflit, ils ne proposent que des mesures de portée générale (revenu de solidarité active, prime exceptionnelle maximum de 1500 euros par an et hors taxes) et ils n'ont pas l'intention de réformer leur système unique.

Depuis plusieurs semaines, la Réunion, la Guyane et la Martinique marchent sur les traces de la Guadeloupe.

**La Martinique, la Guyane et la Réunion marchent sur les traces de la Guadeloupe, alors que Kanaky poursuit son mouvement social**

À la Réunion, le taux de chômage a

atteint un niveau élevé : 35% de la population active dont 61% sont des jeunes de moins de 25 ans. Un collectif contre la cherté de la vie organise des grèves et des manifestations en faveur de l'augmentation des salaires, la diminution des prix des produits de première nécessité, le gel des loyers sociaux, etc. De plus, une grève générale a été convoquée pour le 5 mars prochain.

En Guyane, de nombreuses manifestations ont eu lieu, des rues ont été barrées et des établissements ont été fermés, les villes sont devenues déserts pour protester contre la cherté de la vie et, notamment, contre le prix exorbitant du combustible (1,77 € / L) L'UTG (Union des Travailleurs de la Guyane- 60 % des voix lors du dernier conseil de prud'hommes) est à la tête de ces protestations.

En Martinique, le 5 février a éclaté une grève générale contre la cherté de la vie et en faveur du pouvoir d'achat. Dans ce cas, c'est l'UGTM (Union Générale des Travailleurs de la Martinique) qui a dirigé la grève. Les négociations avec les représentants des maisons de distribution n'ont toujours pas porté ses fruits et, pendant ce temps, les manifestations massives se succèdent.

Cela fait des mois qu'à Kanaky se succèdent les mouvements sociaux (cela fait déjà 15 mois que les salariés de Carsud sont en grève). L'USTKE, le premier syndicat de Kanaky et le peuple kanak souffrent une répression inhumaine.

### Solidarité envers les travailleurs et les peuples des dernières colonies françaises

Le LKP et le peuple de la Guadeloupe ne cessent de réclamer la transformation des rapports sociaux, le respect de toutes les libertés fondamentales, le droit de vivre et de travailler dignement dans leur pays, en définitive ils demandent la remise de toute exploitation (pwofitasyon). On demande la même chose en Martinique, en Guyane, à Kanaki et à la Réunion.

Le LKP fait régulièrement appel à la solidarité internationale et invite les organisations syndicales, les organisations progressistes anticapitalistes de France et des dernières colonies de l'État français à intensifier leur soutien et leur mobilisation.

À plusieurs reprises, LAB a exprimé sa solidarité envers nos frères et sœurs de ces dernières colonies françaises.

Ainsi, en tant que membre de la Plate-forme des Syndicats des Nations sans État et sous l'influence française, les syndicats LAB (Pays Basque), SLB (Bretagne), Intersindical-CSC (Catalogne) et STC (Corse) ont manifesté leur solidarité envers les syndicats UTG, UGTM, UGTG et USTKE qui font aussi partie de la plate-forme. Ils ratifient les revendications des travailleurs et des peuples de la Réunion, la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et Kanaky, qui, à leur façon, luttent contre le colonialisme et en faveur de la dignité.

Dans ce contexte, la plate-forme a envoyé, aussi bien du Forum Social Mondial de Belem que du Pays basque, de la Corse, de la Bretagne et de Catalogne de nombreux messages de soutien.

La première initiative commune à eu lieu à Paris le 27 février 2009. Celle-ci a reposé sur une réunion-débat qui a été retransmise en direct à travers Radio Pays-Corsica (93.1 FM) et où ont participé Tiennot Grumbach, avocat de l'UGTG, un représentant de l'UTG et un représentant de l'UGTM. De même, une conférence organisée par le Conseil National des Comités Populaires a eu lieu à la même heure mais hors Paris et dans laquelle étaient présents des membres de LAB.

De même, en mars a eu lieu une nouvelle rencontre de solidarité à Rennes (Bretagne).

La prolongation de ces preuves de solidarité reste à notre portée et nous devons mener des actions d'information et soutenir tout le territoire de l'État français.

# CUBA : 22 questions que vous ignorez peut-être

Cuba 50 ans de révolution. Un discours basé sur la solidarité

Galván Betancor

---

À Cuba, un État laïque de 11 millions d'habitants, Noël n'est pas reconnu comme une fête officielle; bien au-delà, cette date qui vient juste de passer pour le reste du monde a servi pour commémorer un nouvel anniversaire de la révolution triomphante du 1er janvier 1959. Avant cela, durant un siècle se sont succédés des luttes et des combats qui ont forgé la constitution d'une nation libre, indépendante et souveraine. Une révolution comprise comme un processus de construction sociale et nationale du peuple, fait par les hommes et les femmes et pour les hommes et les femmes.

Pendant les 50 ans qu'a duré la Révolution, Cuba a du endurer tout genre d'agressions (militaires, terroristes, bactériologiques, médiatiques...) de la part de l'Empire car elle a résisté à ce dernier pour conquérir sa deuxième indépendance; parce qu'elle l'a conservée malgré le sacrifice énorme de sa population; et parce qu'il s'agit d'un "mauvais exemple" pour d'autres peuples néo-colonisés et dépendants de l'Empire qui pourraient choisir de se libérer de ce dernier.

Il existe contre Cuba une campagne médiatique de désinformation par le biais d'importants médias de masse qui sont au service de l'Empire et qui ne nous informe que de certains événements qui ont lieu sur l'île caraïbe; notamment ceux qui, présentés très souvent hors contexte cubain, pourraient nous faire penser que le peuple cubain vit dans une dictature criminelle et sanguinaire qui tyrannise ses habitants et ne défend pas les droits de l'homme. Celle-ci est l'image qui triomphe aujourd'hui dans nos sociétés, car il s'agit bien de ce que nous montrent les médias mis au service de l'Empire.

Nous ne sommes pas les portes-paroles de l'Empire, et nous allons par conséquent exposer certaines questions qui seront peut-être inconnues pour de nombreux lecteurs et qui présentent une autre image, plus réelle, de ce que Cuba est vraiment et de sa Révolution.

**PREMIÈRE :** Saviez-vous que depuis 1961 le peuple cubain endure un blocage économique, commercial et financier de la part des États-Unis, comme mesure de guerre après s'être libéré de l'impérialisme yankee qui punie toute société ayant des rapports commerciaux avec Cuba, et

que cette saisie n'est point légitimée par les Nations Unis? En octobre de cette même année, 185 pays parmi les 192 qui font partie des Nations Unis ont voté pour la fin de ce blocage. Entre 1961 et 2008, les dommages sur l'économie cubaine qui découlent du blocage nord-américain s'élevèrent à plus de 53 000 millions d'euros. Qui d'autre que les États-Unis exerce donc une politique de destruction vis-à-vis du peuple cubain ?

**DEUXIÈME :** Saviez-vous que le peuple cubain organise des élections tous les cinq ans à l'échelle municipale, provinciale et d'État et que les partis politiques n'y participent pas, même pas le parti communiste, mais qu'il existe une participation libre de candidats qui sont choisis par les assemblées populaires de chaque domaine, à la manière de la démocratie d'assemblée de la révolution française lors des toutes premières années ? Cuba est critiqué car elle ne permet pas la multiplicité des partis, mais nous savons aujourd'hui que ce type de politique, soumis à une société capitaliste qui se paye tout, ne garantit pas l'existence d'une démocratie, c'est-à-dire d'un gouvernement du peuple et pour le peuple, mais elle fournit avec un important bipartisme en alternance dans le gouvernement, en fonction du mouvement idéologique (plus libéral ou plus conservateur) des plus riches et au service des plus riches.

**TROISIÈME :** Saviez-vous qu'en 1976 le peuple cubain a approuvé une constitution démocratique à caractère socialiste, avec 97% des voix en faveur, qui reconnaît et assure les droits élémentaires définis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et qu'il s'agit d'une des constitutions les plus avancées au monde ? On critique Cuba pour son absence de démocratie, comme bien d'autres pays celui-ci a adopté une constitution qui contrôle son système politico-institutionnel ratifié par son peuple, et ne peut donc pas être définie comme dictatorial parce qu'elle est tout simplement socialiste.

**QUATRIÈME :** Saviez-vous que Cuba occupe la place n° 50 en matière de développement humain élevé (sur un total 177 pays), qu'il s'agit en effet d'une société qui améliore les conditions de vie de ses citoyens à travers l'augmentation de leurs biens pour satisfaire les besoins de base et complémentaires et qui crée un milieu où l'on respecte les droits de l'homme, conformément au Rapport 2006 du Programme des Nations Unies pour le Développement ?

**CINQUIÈME :** Saviez-vous que Cuba est le seul pays au

monde répondant aux critères minimums en matière de développement durable conformément au rapport de l'an 2006 présenté à Pékin par l'association suisse ADENA-Fonds Mondial pour la Nature ?

**SIXIÈME :** Saviez-vous que Cuba est, selon l'UNICEF, le seul pays en Amérique Latine à avoir éradiqué la malnutrition des enfants, même pendant la période spéciale des années 90, que son espérance de vie est la plus élevée du tiers monde (78 ans) et que le taux de mortalité des enfants est le plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes (4,7 pour tous les mil nouveaux nés vivants), même en dessous du taux des États-Unis ?

**SEPTIÈME :** Saviez-vous que Cuba, un pays aux maigres ressources, est l'un des plus engagé en matière de coopération avec les pays du tiers monde, et qu'il a créé des programmes tels que "Barrio Adentro" au Venezuela à travers lequel on a pu construire un centre de santé dans tous les quartiers, et "Operación Milagro" qui, durant ces quatre dernières années, a servi à ce qu'un million et demi de personnes aux différentes nationalités (plus de 20) puissent gratuitement récupérer la vue avec le soutien du Venezuela ?

**HUITIÈME :** Saviez-vous qu'en 1961, seulement deux ans après la révolution, Cuba a éradiqué l'analphabétisme, et qu'aujourd'hui, grâce au programme d'alphabétisation d'adultes "Yo sí puedo", en quasiment deux ans, des pays comme le Venezuela, le Nicaragua ou la Bolivie ont pu échapper à l'analphabétisme ? Ou bien que depuis 1961, à travers un programme de bourses, 47 000 jeunes originaires de 126 pays ont reçu des diplômes à Cuba dans plus de 33 spécialités universitaires et techniques ?

Ou que depuis 1961 Cuba a coopéré avec 154 pays en apportant 270 000 coopérants, et que de nos jours plus de 41 000 professionnels cubains coopèrent dans 97 pays, dont 31 000 appartiennent au secteur de la santé ? Ou que Cuba est le pays au monde qui apporte le plus de médecins (plus de 3000) à la campagne des Nations Unies contre le SIDA, alors que les États-Unis et l'Union Européenne atteignent à peine les 1000. Les Nations Unies déclarent qu'il serait quasiment impossible de mener à bien la campagne sans la participation des médecins cubains; de même, saviez-vous que sans l'aide des 2500 médecins cubains envoyés lors du tremblement du Pakistan en 2005 nous n'aurions pas pu sauver la vie de 1500 personnes, ni soigner des milliers de blessés ? Saviez-vous que Cuba compte plus de médecins dans le monde que ceux qu'apporte l'Organisation Mondiale de la Santé ?

**NEUVIÈME :** Saviez-vous que Cuba a condamné l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 et que depuis 1997 cinq cubains sont enfermés dans des prisons des États-Unis accusés d'infiltration dans les organisations terroristes de Miami, d'avoir alerté le gouvernement des États-Unis de plus de 170 projets d'attentat sur l'île, et on leur a aussi imputé des actions d'espionnage dans un processus judiciaire corrompu puis condamné à d'importantes peines de

prison (deux réclusions à perpétuité pour la même personne) et torturé dans un cachot connu sous le nom de "el Hueco" ?

**DIXIÈME :** Saviez-vous que le peuple cubain a envoyé des milliers de bénévoles pour lutter contre le colonialisme dans certains pays du monde, en soutenant tous les mouvements de libération nationale de ces derniers, principalement en Afrique (Algérie, Congo et Angola) et en Amérique Latine (Bolivie et Nicaragua) ?

**ONZIÈME :** Saviez-vous que lors de la bataille de Cuito Cuanavale, en Angola, en 1987, il a été possible de vaincre l'armée d'Afrique du Sud soutenue par les États-Unis et Israël grâce aux troupes cubaines, et que nous avons aussi obtenu l'indépendance totale pour Angola, la Namibie et le Zimbabwe, en anéantissant le régime raciste d'Afrique du Sud qui s'est par la suite effondré quelques années plus tard et cela a permis la libération de Nelson Mandela ?

**DOUZIÈME :** Saviez-vous qu'en 1984 Cuba et les États-Unis ont signé un accord à travers lequel les États-Unis s'engageaient à accorder 20 000 visas par an à tous les cubains qui voulaient se déplacer dans le pays, ce pays n'a jamais accordé plus de 1000 visas par an en forçant ainsi un processus d'émigration clandestine qui les oblige à risquer leur vie en haute mer; une émigration récompensée aux États-Unis avec une loi d'ajustement qui octroie la nationalité américaine à celui qui voyage illégalement, à condition qu'il se déclare victime de la persécution politique par le gouvernement cubain ?

**TREIZIÈME :** Saviez-vous que les États-Unis interdisent à ses habitants de voyager à Cuba et qu'ils infligent une peine de prison maximum de 10 ans à ceux qui n'obéissent pas ?

**QUATORZIÈME :** Saviez-vous qu'alors que certains médias étrangers, aussi bien européens que nord-américains (y compris CNN), conservent toujours leurs bureaux à Cuba, les États-Unis par contre ne permettent pas aux journalistes cubains de travailler dans le pays ?

**QUINZIÈME :** Saviez-vous que Cuba a été le premier pays à demander de supprimer la dette extérieure aux pays du tiers monde ?

**SEIZIÈME :** Saviez-vous que Cuba a un des meilleurs systèmes sanitaires et éducatifs au monde, de type public, gratuit et universel, reconnu par les Nations Unies, duquel se bénéficient même des citoyens nord-américains aux faibles revenus qui se déplacent à Cuba aussi bien pour recevoir un traitement médical que pour faire des études, car ils ne peuvent pas se permettre de payer le prix de la santé et de l'éducation des États-Unis, des prix entre les mains de sociétés privées ?

**DIX-SEPTIÈME :** Saviez-vous que Cuba est une grande puissance en matière de biotechnologie et qu'un grand

nombre de ses brevets de pharmacologie sont utilisés dans le monde entier pour soigner les maladies à petits prix; par exemple, le médicament qui soigne l'ulcère du pied diabétique ?

**DIX-HUITIÈME:** Saviez-vous que pendant que l'Empire accuse Cuba de violation des droits de l'homme après avoir condamné à une peine de prison à 75 cubains qui conspiraient auprès du gouvernement des États-Unis dans l'intention de renverser le régime socialiste de l'île en 2003, en 50 ans de révolution, il n'y a jamais eu de délits comme ceux qu'affirme Amnistie Internationale ont lieu dans des pays de l'Union européenne (par exemple, dans l'État espagnol) et aux États-Unis; des délits comme des assassinats politiques, tortures, disparitions, enlèvements, la traite d'êtres humains, etc., sans oublier la prison de Guantánamo ou les vols secrets d'avions nord-américains qui transportent des personnes enlevées et qui sont autorisés par plusieurs gouvernements comme celui de l'État espagnol, ou les exécutions extrajudiciaires commises par le GAL sous le gouvernement de Felipe González ? Saviez-vous que, pour la cinquième année consécutive, Cuba fait partie du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies avec le soutien des pays du tiers monde, alors que les États-Unis ont été exclus ?

**DIX-NEUVIÈME :** Saviez-vous que les adultes cubains collaborent dans leurs centres de travail ou bien réalisent des tâches de type social dans les quartiers et immeubles, qu'ils ont un rôle actif dans la société et qu'il n'y a pas de personnes âgées qui vivent seules à Cuba ?

**VINGTIÈME :** Saviez-vous que tous les ans, à Cuba, la population reçoit un programme de simulacre d'ouragans, appelé Meteoro, qui a permis qu'il y ait un taux très faible de victimes sur l'île (moins d'une dizaine sur 10 ans), alors que dans d'autres pays des Caraïbes, y compris les États-Unis, des milliers de personnes meurent (nous avons l'exemple de l'ouragan Katrina) ?

**VINGT-ET-UNIÈME :** Saviez-vous que l'on trouve à Cuba 65 écoles d'art, que 80 millions de livres sont édités et cinq ou six films sont tournés tous les ans, et qu'il existe 11 000 installations sportives gratuites qui font de ce pays une puissance mondiale au niveau sportif (24 médailles à Pékin et 27 à Athènes) ?

**VINGT-DEUXIÈME :** Saviez-vous que Cuba est, avec le Venezuela, le pays pionnier de l'installation d'un système d'intégration socio-économique latino-américaine à caractère solidaire, appelé ALBA, auquel se sont unis d'autres pays et qui a remis en place les traités du libre commerce promus par les États-Unis et qui ont tant ruiné les peuples latino-américains ? Voilà l'image de Cuba mise au service de l'Empire que les médias ne nous montrent pas. Un pays socialiste en voie de développement qui, depuis

des années, résiste à l'agression de l'Empire. Un pays socialiste qui n'est pas très développé au niveau économique - en grande partie à cause du blocage- mais qui présente un développement politique, écologique et social durable, des valeurs humaines et des pratiques de solidarité internationaliste dignes pour l'être humain.

Le modèle politique, social et économique cubain n'est pas parfait mais nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'un modèle plus juste au niveau éthique et plus durable au niveau social et écologique, ainsi que plus exportable pour la plupart des peuples du monde que celui qu'offre l'impérialisme aussi bien aux sociétés opulentes qu'aux sociétés appauvries. Si tous les peuples du monde décidaient de vivre en ayant le même niveau de consommation déprédateur du pays capitaliste le plus avancé industriellement (les États-Unis), nous aurions besoin de plusieurs planètes Terre pour pouvoir le supporter, de même il y aurait beaucoup d'Éthiopies et d'Haïties qui ont souffert la famine. Pourquoi devrions-nous demander à Cuba d'abandonner son modèle au lieu de l'améliorer ? Est-il si difficile de comprendre que l'impérialisme ne recherche que la colonisation de Cuba et non sa démocratie, et qu'il craint que son succès puisse influencer d'autres peuples ? Pourvu qu'il y ait davantage de révolutions comme la révolution cubaine !

Cuba socialiste mérite du respect, de la compréhension, de la sympathie, de l'admiration et de la défense; ainsi que de la solidarité au moment de franchir des obstacles et de corriger des erreurs. De même, nous nous nécessitons l'existence de Cuba socialiste pour défendre les causes de libération de nos propres peuples; Comment pourrions-nous marcher dans le noir sans lumière ?

Un jour peut-être (nous ne l'espérons pas) la contre-révolution, cachée sous le masque de la démocratie, pourra renverser Cuba socialiste, mais nous sommes certains que cela n'arrivera jamais !!! Il donnera à son peuple ce que cette révolution a apporté. Une révolution qui fait ses 50 ans et qui a servi de guide à de nombreux peuples qui essaient de devenir des nations libres, indépendantes et souveraines, en marge du pouvoir de l'Empire. Un jour peut-être, nous, aussi bien que d'autres peuples du monde, nous appellerons à notre Noël, à cette bonne nouvelle, la Révolution. Ce jour sera sans doute un jour important pour l'humanité.

**VIVEMENT CUBA SOCIALISTE !  
VIVEMENT LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES !  
VIVEMENT LA LUTTE DE CUBA POUR L'HUMANITÉ !**

*Domingo Galván Betancor est le président de la plate-forme canarienne de solidarité avec les peuples. À travers ce discours, l'organisation de solidarité internationaliste veut honorer les 50 ans de la révolution cubaine.*

# Uribe, parfait; Chávez, terrible

Mario López Rebelión

En Colombie, si l'uribisme arrive à contrôler le congrès (Sénat et Chambre), la Banque de la République, les organismes de contrôle, le secteur de la justice, et enfin s'il compte sur l'approbation des médias d'information, ce sera le fruit du charisme du président et de la force des institutions; alors qu'au Venezuela cela sera le produit de l'abus du pouvoir de la part de l'autoritarisme chaviste.

En Colombie, on doit permettre la réélection continue du président Uribe parce que des milliers de colombiens, qui ont signé une demande de référendum, le veulent ainsi et qu'en plus les enquêtes le certifient. Par contre, au Venezuela, cela n'est pas possible car le populiste essaiera d'"exporter sa révolution" et d'engloutir le peu d'institutionnalité qu'il reste.

Les étudiants des Universités publiques et privées qui se manifestent dans les rues de Caracas sont considérés des héros libertaires, alors que leurs analogues de l'Université Nationale, Pédagogique et du District ne sont que des instruments du terrorisme des FARC.

Le fait d'être un inconditionnel de la politique militariste du président gringo le plus discrédité de toute l'histoire, d'accompagner l'invasion en Irak, de tolérer le paramilitarisme, de s'en prendre aux insurgés, tous ces faits correspondent à une politique d'un homme d'État. Le fait de se démarquer et d'affronter le discours néo-conservateur de Bush Jr., de s'approcher de la Chine, de la Russie et de privilégier le commerce avec l'Amérique Latine n'est pas seulement démagogique mais aussi belliqueux et incontinent.

Si Uribe distribue des chèques du Trésor au groupe Famille en Action, il s'agit d'une politique redistributive; si Chávez s'approprie de bolivars pour les Missions, il s'agit de corruption électorale.

C'est la vieille tradition de la "Double Morale" de la diligence. Nous avons en Colombie un congrès monopolisé par le paramilitarisme, de la même façon que le pouvoir local dans de vastes régions; une ambiance sociale, économique et culturelle influencée par l'argent facile du trafic de drogues et le casino pyramidal qui a aussi bien imbibé les pro-hommes du pouvoir que les paysans les plus humbles, de la grande ville jusqu'au plus lointain village, nous nous permettons cependant de dire à notre voisin (deuxième client commercial) que son système et modèle de vie n'est pas décent.

Chávez a tout simplement modifié la tradition des gouvernements latino-américains. Il a décidé de fournir des services (santé, éducation et marchés) au 70% des noirs vénézuéliens qui avaient été amassés sur les collines des villes et traités comme des cafards par les blancs qui, pendant 100 ans, avaient bénéficié à volonté du revenu pétrolier. Il a agit ainsi durant les dix dernières années en remportant le mandat aux élections et en observant la démocratie et la constitution. Son grand crime a été de compter sur le soutien massif des exclus qui n'ont jamais été considérés ni citoyens, ni êtres humains. «Chávez a cependant une assemblée (législative) de poche», mais on ne comprend pas que la propre opposition, consacrée au sabotage de l'économie et au coup d'État, ait décidé de se marginaliser et de s'abstenir de voter aux élections de l'hémicycle. Malgré tout cela et son décalage vis-à-vis du gouvernement central, elle compte sur le support d'importants médias; des chaînes de télévision, des dizaines de journaux à por-

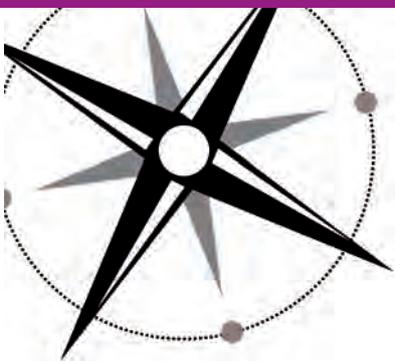
tée nationale et régionale, des chaînes de radio AM et FM. Elle dirige de grandes régions clefs. Elle possède la totalité des zones exclusives du pays et elle atteste d'une présence déterminante dans l'Église et au niveau des couches sociales moyennes et élevées; elle mène toujours l'initiative sociale et culturelle de l'infrastructure commerciale, résidentielle, relative aux entreprises, universitaire et ludique de la nation, et compte en plus sur la couverture multiplicatrice et unique des sociétés transnationales de la presse.

Suivant cet ordre d'idées, cela vaut la peine de demander : Combien de médias de masse contrôlent l'opposition en Colombie ? Et combien d'espaces et de domaines autres que l'assignation et la menace constantes de l'Exécutif domine-t-elle ?

Au fond, la rancune et la pugnacité contre le processus bolivarien cache une crainte : que les héritiers comprennent qu'il existe un chemin alternatif à celui du gouvernement «des notables et des principaux» et qu'au-delà de la sphère du marché et des flatteries adressées aux entités des États-Unis, la pratique d'un modèle reposant sur la solidarité soit possible.

Les jeunes éclairés qui aspirent à devenir ministres et ambassadeurs et qui transpirent la haine chaviste devraient reconnaître que les misérables (et non pauvres) ont, en démocratie, la possibilité de faire un autre choix bien différent de celui de la maladresse rebelle des fusils.

Ceci dit, on ne prétend point cacher les erreurs et confusions qui existent dans le processus bolivarien et qui mériteraient un autre article, ce qui n'est cependant pas raisonnable est de croire que tout ce qu'Uribe fait est parfait et que tout ce que Chávez fait est terrible.



# NOUS AVONS ÉTÉ NOUS AVONS FAIT...

Pendant ces derniers mois, le syndicat a mené différentes activités à l'échelle internationale, parmi lesquelles nous citons :

20



2008 :

## - Septembre :

- Biélorussie : LAB a été invité en Biélorussie par la Fédération des syndicats Biélorusses et par le Syndicat des Travailleurs du Métal (BTUWI), qui a participé à notre congrès en mai 2008. Nous avons visité la Biélorussie du **1er au 6 septembre** en tant que membres d'une délégation du Bureau Régional pour l'Europe (ROE) de la Fédération Syndicale Mondiale.

Comme fruit de ce voyage nous avons signé un accord de collaboration avec le syndicat biélorusse.

- Budapest : LAB y a participé. Le syndicat a été représenté par Koldo Barros, membre du groupe de retraités, lors de la réunion préparatoire du congrès des retraités du Bureau régional pour l'Europe de la FSM.

## - Novembre :

- le 13 novembre, LAB a participé à une manifestation à l'échelle européenne tenue à Paris pour protester contre les politiques de privatisation des chemins de fer en Europe. 20.000 travailleurs y ont participé. La délégation de LAB était composée de délégués du secteur des transports.

- Le 17 novembre, une réunion avec George Mavrikos, le secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale, a eu lieu dans les bureaux de la centrale de la Fédération Syndicale Mondiale. Comme représentants de LAB y ont assisté Ainhoa Etxaide, la secrétaire générale, Igor Urrutikoetxea, le secrétaire des relations internationales, et Jesús M<sup>TM</sup> Gete, «Purri» (membre de LAB et secrétaire général de l'UIS du métal). Parmi d'autres sujets abordés dans cette réunion, nous citerons ceux qui concernent les résolutions que LAB a adopté au moment de son dernier congrès, l'analyse de la situation actuelle de crise du capitalisme et le récapitulatif des futurs défis de la FSM. L'après-midi, nous avons tenu une autre réunion avec l'organisation syndicale PAME grecque.

- Du 19 au 23 novembre, LAB a participé au congrès du PEO, syndicat majoritaire de Chypre et membre de

la Fédération Syndicale Mondiale. Plus de 1000 délégués ont participé à ce congrès célébré à Nicosie et le PEO y a renouvelé son pari pour un syndicalisme de classe revivifié et engagé avec la réunification de l'île qui se trouve partiellement et illégalement occupée par la Turquie depuis 1974. Dans le cadre du congrès, les délégations invitées ont été accueillies par le président Dimitris Cristophias, membre du parti communiste chypriote.

## - Décembre :

- Inde, Thiruvananthapuram : Du 1er au 5 décembre, le secrétaire des relations internationales de LAB, Igor Urrutikoetxea, a assisté au 39ème congrès du syndicat indien AITUC, en tant que représentant du Bureau européen de la Fédération Syndicale Mondiale. Dans ce congrès tenu dans la capitale du Kerala, 3000 délégués indiens et des délégations asiatiques (Népal, Vietnam, Inde, etc..), européennes et africaines y ont participé. Le premier jour du congrès, une manifestation a été secondée par 15 000 personnes.

- Lisbonne : Amaia Almirall et Jose Luis Rezabal ont assisté au symposium organisé par la FSM à Lisbonne portant le nom «La mondialisation et les droits de la classe ouvrière».

- Le 17 décembre, de nombreuses concentrations et mobilisations contre la semaine de 65 heures que l'Union Européenne prétend établir se sont déroulées au Pays basque.

- Paisos Catalans : Le 20 décembre à Barcelone, Ainhoa Etxaide a pris part au IVe congrès de l'Intersyndicale de Catalogne-CSC. Isabel Pallarés a été réélue secrétaire générale.

## - Janvier :

- Euskal Herria : LAB a mené à bien de nombreuses mobilisations de solidarité avec la Palestine et de dénonciation du massacre de Gaza. Parmi d'autres initiatives, on a approuvé les résolutions des comités d'entreprise manifestant de la solidarité envers le peuple palestinien et faisant appel au boycott contre Israël, on a apposé des affiches dans les entreprises et, auprès du reste de syndicats, on a

convoqué la manifestation du 24 janvier à Bilbao. De même, le 15 janvier à Bilbao a aussi eu lieu une concentration convoquée par LAB.

- Vienne: LAB a assisté à la réunion du Bureau régional pour l'Europe de la FSM où le plan de travail pour 2009 a été approuvé.

- Amérique Latine : Du 27 janvier au 1er février, LAB a participé en tant que partie de la délégation d'Euskal Herria au Forum Social Mondial.

#### - Février :

- Au mois de février, le secrétaire des relations internationales, Igor Urrutikoetxea, a visité Caracas (Venezuela) et la ville de Quito où il a rencontré les syndicats du Venezuela (UNT), le Courant Syndical Classiste Cruz Villegas et la Confédération de Travailleurs de l'Équateur (CTE) respectivement. L'objectif de cette visite était de consolider les rapports vénézuéliens et équatoriens, ainsi que de connaître de toute première main le processus de libération sociale entamé dans les deux pays.

Ainsi, le représentant de LAB a tenu en Équateur une réunion au sein de l'Assemblée Nationale (Parlement) d'Équateur avec le président et la vice-présidente de la Commission des Relations Internationales d'Équateur.

- Le 20 février a eu lieu une concentration en face de la sous-préfecture de Bayonne à travers laquelle on a manifesté notre solidarité envers les travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique et on a condamné la mort du syndicaliste Jacques Bino en Guadeloupe. Le 27 février, nous avons participé à Paris à un acte de solidarité avec les syndicats de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Corse, la Bretagne et les Països Catalans.

#### - Mars :

- Le 12 mars, le travailleur du sous-secteur des finances, Joxean Urkiola, a assisté à la réunion mondiale de la Banque organisée para la FSM à Athènes.

- Le 21 mars : le membre du Comité National, Gaizka Uharte, a participé au Congrès de l'Espace Jove de l'Intersyndicale de Catalogne-CSC.

## COLOMBIE :

### assassinats et répressions incessants de syndicalistes

De la part de : l'École Nationale Syndicale  
(Publié dans «Viritr Red Informativa»)

M. José Jair Valencia Agudelo, professeur de l'École Crisanto Luque del corregimiento Samaria (Philadelphie, au nord de Caldas), a été transpercé d'une balle le 26 février par deux sicaires en moto lorsqu'il s'apprêtait à aller à son travail.

M. Valencia Agudelo, membre "Educaores Unidos de Caldas, Educal" et reconnu dans sa ville pour son activité syndicale, a reçu six coups de feu sur différentes parties de son corps. Son bulletin de santé révèle un mauvais état et il devra rester en soins intensifs.

D'après un communiqué de la Centrale Unitaire des Travailleurs de Colombie, CUT, cela faisait longtemps que le professeur José Jair dénonçait des menaces et c'est bien la raison pour laquelle il avait été déplacé du corregimiento de San José à celui de Samaria. Il avait cependant déclaré que dans cet endroit sa vie était aussi en danger. Malgré cela, M. José Jair ne comptait d'aucune mesure de protection. Pire même, certains membres de sa famille avaient déclaré que cette même semaine la secrétaire d'éducation du département avait à nouveau refusé de le déplacer même en ayant le statut de professeur menacé.

Au moment où il dénonçait devant l'opinion publique nationale et internationale cette nouvelle action de violence contre le syndicalisme colombien, la CUT exigeait au gouvernement d'élucider l'attentat et d'en appeler à la justice et à la réparation.

#### Un syndicaliste assassiné toutes les semaines

Le contexte n'est pas du tout encourageant en ce qui concerne la violence contre les dirigeants et les activistes syndicaux, car depuis le début de l'année 2009 les menaces, les harcèlements (appels téléphoniques, messages et courriers électroniques) et les crimes se sont succédés : depuis le 28 janvier, 4 syndicalistes (dont deux des professeurs) sont décédés à la suite d'attentats. En définitive, un syndicaliste est assassiné toutes les semaines.

Le dernier cas a été celui du professeur Leoncio Gutiérrez, membre de Sutev, sous-directive de la ville de Toro, dans la Vallée du Cauca; ce fait a eu lieu le vendredi 20 février au matin dans un hôtel de la ville.

Le 15 février, le professeur Guillermo Antonio Ramírez Ramírez, membre du syndicat de Belén de Umbría, Risaralda, est décédé. On lui a tiré une balle lorsqu'il sortait d'une cafétéria de la ville.

Dans le village de Barrancabermeja à Santander, le 12 février a été assassiné M. Luis Alberto Arango Crespo, le président de l'Association de Pêcheurs et Agriculteurs du Llanito et dirigeant de l'Association de Pêcheurs artisans du Magdalena Medio, Asopesam.

Finalement, le 28 janvier dans le village de Sabana de Torres, à Santander aussi, M. Leovigildo Mejía, syndicaliste de l'Association Agraire de Santader Asogras, a d'abord disparu puis a été assassiné.

langileon borroka  
**ALDAKETA**

- enplegu suntsiketarik ez  
empleo digno y con derechos para todos y todas
- aberastasuna modu justuan banatu  
reparto justo de la riqueza
- erabaki sozio-ekonomikoetan parte hartu  
que patronal y administraciones no decidan unilateralmente
- eredu ekonomiko eta soziala euskal herrian  
erabakitzeko eskubidea  
aquí vivimos, aquí trabajamos, aquí decidimos

**Le 21 mai  
GRÈVE GÉNÉRALE**

**LAB**